



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**RAPPORT SUR L'EVOLUTION DES PRIX A
LA CONSOMMATION DANS L'UEMOA EN
2015 ET PERSPECTIVES**

Direction Générale de l'Économie et de la Monnaie
Direction des Statistiques
Service des Statistiques

**RAPPORT SUR L'ÉVOLUTION DES PRIX A LA
CONSOMMATION DANS L'UEMOA EN 2015 ET PERSPECTIVES**



**RAPPORT SUR L'EVOLUTION DES PRIX A LA CONSOMMATION DANS
L'UEMOA EN 2015 ET PERSPECTIVES**

SOMMAIRE

LISTES DES TABELAUX, GRAPHIQUES ET ENCADRES	4
RESUME	5
INTRODUCTION.....	6
I. EVOLUTION DE L'INFLATION DANS L'UEMOA EN 2015	7
1.1 Orientation globale des prix dans l'UEMOA en 2015.....	7
1.2 Facteurs explicatifs de l'évolution de l'inflation dans l'UEMOA en 2015.....	8
II. ANALYSE DE L'INFLATION SELON SES PRINCIPALES CARACTERISTIQUES	14
2.1 Evolution de l'inflation sous-jacente	14
2.2 Inflation selon l'origine géographique des produits	15
2.3 Evolution des prix des biens et des services	16
2.4 Analyse de la convergence des niveaux d'inflation.....	17
2.5 Ecart d'inflation par rapport aux principaux partenaires.....	17
III. PERSPECTIVES D'EVOLUTION DE L'INFLATION DANS L'UNION.....	18
3.1 Hypothèses.....	18
3.2 Perspectives d'inflation.....	21
CONCLUSION	22
ANNEXES	23

LISTE DES TABLEAUX, GRAPHIQUES ET ENCADRES

Page

TABLEAUX

1	Taux d'inflation en moyenne annuelle	7
2	Evolution des principales contributions à l'inflation dans l'UEMOA	8
3	Evolution de l'inflation sous-jacente dans les pays de l'UEMOA en 2015	15
4	Evolution de l'inflation dans les pays de l'UEMOA selon l'origine géographique des produits	15
5	Evolution des prix des biens et des services dans les pays de l'UEMOA	16
6	Taux d'inflation en moyenne annuelle dans les principaux pays partenaires de l'UEMOA	17
7	Principales hypothèses de projection de l'inflation dans l'UEMOA	20
8	Perspectives d'inflation dans les pays de l'UEMOA	21

GRAPHIQUES

1	Inflation en glissement annuel dans l'UEMOA	7
2	Evolution de la contribution des produits alimentaires à l'inflation totale	9
3	Evolution des cours mondiaux des produits alimentaires	10
4	Evolution des cours du baril de pétrole brut	11
5	Evolution de l'inflation globale et de l'inflation sous-jacente	14

ENCADRES

1	Analyse comparative de l'évolution des prix domestiques des carburants et des services de transport dans l'UEMOA pendant les cycles de hausse et ceux de baisse des cours du pétrole brut.	12
2	Revue des relations économétriques entre l'inflation et ses principaux déterminants dans l'UEMOA	18
3	Facteurs de risque entourant l'évolution de l'inflation au cours des prochaines années	21

RESUME

Le taux d'inflation s'est inscrit dans une dynamique haussière en 2015, à l'inverse du profil baissier observé l'année précédente. En effet, le niveau général des prix à la consommation dans l'UEMOA a enregistré une variation, en moyenne, de 1,0% en 2015 contre -0,1% en 2014. A l'instar des années antérieures, l'évolution du niveau général des prix en 2015 a été imprimée essentiellement par celle des produits alimentaires. Le renchérissement des denrées alimentaires en 2015 résulte d'une offre insuffisante de légumineuses, de produits de la pêche et de tubercules. La progression des coûts des services (loyers, restauration, enseignement, etc.) a également contribué à l'augmentation de l'inflation. La hausse du niveau général des prix a toutefois été atténuée par le recul des prix des carburants, en rapport avec l'orientation baissière des cours mondiaux du pétrole brut.

Le taux d'inflation sous-jacente s'est également inscrit en hausse en 2015. Il est ressorti dans l'Union à 0,8% en 2015 contre 0,4% en 2014, en rapport essentiellement avec le renchérissement des services sus-indiqués.

De l'analyse selon l'origine géographique, il ressort que l'inflation en 2015 résulte d'une hausse des prix des biens locaux (+1,5%), ceux des produits importés ayant baissé (-0,2%). L'examen suivant les composantes biens et services révèle que la progression du niveau général des prix en 2015 est impulsée à la fois par le renchérissement des biens (+1,2%) et des services (+0,8%).

L'indicateur de mesure de la convergence de l'inflation dans les pays de l'UEMOA a enregistré en 2015 son meilleur niveau depuis la mise en place de l'indice harmonisé des prix à la consommation dans les pays de l'Union en 1997. En effet, l'écart-type de la distribution des taux d'inflation est ressorti à 0,6 point de pourcentage, contre 0,8 point de pourcentage en 2014, 1,0 point de pourcentage en 2013 et 2,2 points en 2012. Cette amélioration de la convergence est due notamment à la dissipation de chocs spécifiques, singulièrement d'ordre socio-politique, ayant induit par le passé, des niveaux d'inflation relativement élevés dans certains pays.

L'UEMOA continue de maintenir un différentiel d'inflation favorable vis-à-vis de ses principaux partenaires commerciaux. Ce différentiel est ressorti à 1,5 point de pourcentage par rapport à l'ensemble des partenaires, atteignant même 16,1 points et 8,0 points respectivement à l'égard du Ghana et du Nigeria. En revanche, un différentiel d'inflation défavorable à l'Union de 1,0 point de pourcentage a été observé vis-à-vis de la Zone euro.

En perspective, le taux d'inflation en 2016 devrait rester proche du niveau de 2015, dans un contexte de faiblesse des cours mondiaux du pétrole, conjuguée à une offre suffisante de produits vivriers à l'issue de la campagne agricole 2015/2016 dans l'Union. Le taux d'inflation, en moyenne annuelle dans l'UEMOA, s'établirait à 1,1% en 2016 suivant le scénario central de prévision de cette variable. Il varierait dans un intervalle de 0,4% à 1,7% selon les scénarios optimiste et pessimiste.

Une légère accélération de l'inflation est attendue en 2017, sous l'effet du redressement projeté des cours internationaux des produits alimentaires et pétroliers. En 2017, la hausse des prix serait de 1,7% suivant le scénario central et évoluerait dans une fourchette de 0,6% à 2,4% selon les autres scénarios.

Au total, la hausse des prix en 2016 et 2017 se situerait dans la zone de confort pour la conduite de la politique monétaire.

INTRODUCTION

L'inflation dans les Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), ressortie négative en 2014, s'est redressée en 2015, en rapport essentiellement avec des tensions observées au niveau de certains produits alimentaires locaux. L'orientation favorable des cours mondiaux du pétrole brut a toutefois permis d'atténuer la progression du niveau général des prix dans l'Union en 2015. En moyenne annuelle, le taux d'inflation s'est établi à 1,0% dans l'UEMOA contre -0,1% en 2014.

Cette accélération de l'inflation est intervenue dans un environnement international marqué par une atonie de l'activité économique. Le taux de croissance de l'économie mondiale est ressorti à 3,1% en 2015 contre 3,4% en 2014, en rapport notamment avec le ralentissement de l'activité dans les pays en développement, induit en partie par la baisse des prix du pétrole et des autres produits de base. Ce repli des cours sur les marchés des principales matières premières a eu des répercussions favorables sur les prix dans les pays de l'Union.

Le présent rapport expose, dans une première partie, les facteurs à l'origine de la dynamique des prix en 2015. La deuxième partie examine les principales caractéristiques de l'inflation. La troisième partie est consacrée aux perspectives d'évolution des prix dans l'UEMOA au cours des deux prochaines années.

I. EVOLUTION DE L'INFLATION DANS L'UEMOA EN 2015

1.1 – Orientation globale des prix dans l'UEMOA en 2015

Le taux d'inflation dans l'UEMOA s'est inscrit en hausse en 2015, à l'inverse du profil baissier observé l'année précédente. En effet, le rythme de progression du niveau général des prix à la consommation dans l'UEMOA s'est établi, en moyenne, à 1,0% en 2015, contre -0,1% en 2014.

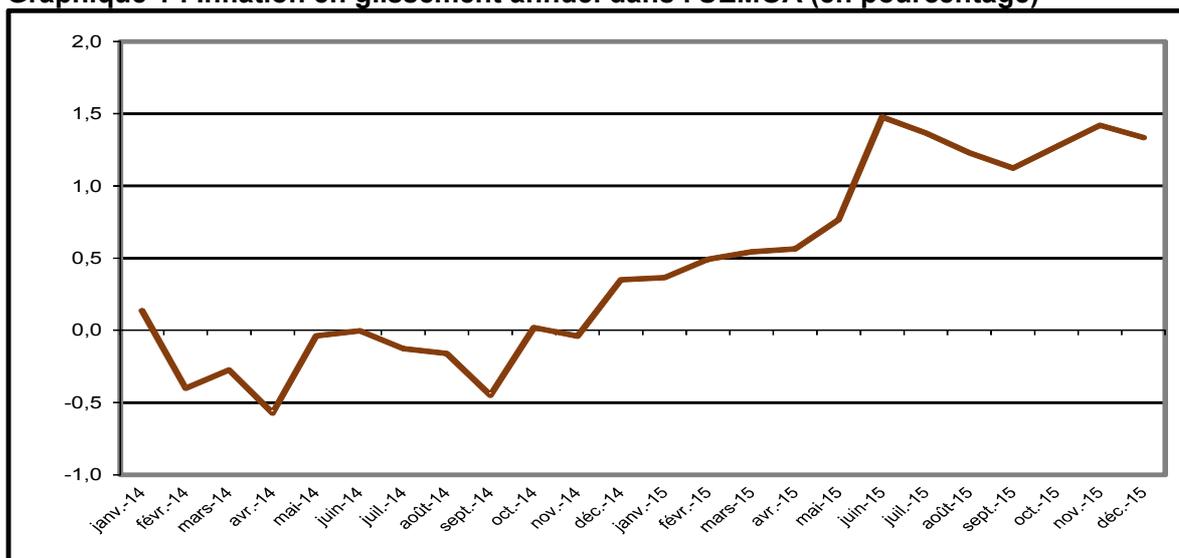
Tableau 1 : Taux d'inflation en moyenne dans l'UEMOA (en pourcentage)

Pays	2013	2014	2015
Bénin	1,0	-1,1	0,3
Burkina	0,5	-0,2	0,9
Côte d'Ivoire	2,6	0,5	1,2
Guinée-Bissau	0,7	-1,0	1,5
Mali	-0,6	0,9	1,4
Niger	2,3	-0,9	1,0
Sénégal	0,7	-1,1	0,1
Togo	1,8	0,2	1,8
UEMOA	1,5	-0,1	1,0

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique.

Cette évolution résulte d'une dynamique haussière du taux d'inflation en glissement annuel, observée dans l'UEMOA tout au long de l'année 2015 (cf. graphique 1). Ce taux est ainsi passé de 0,3% en janvier 2015 à 1,3% en décembre 2015, avec un pic de 1,5% en juin 2015.

Graphique 1 : Inflation en glissement annuel dans l'UEMOA (en pourcentage)



Sources : Instituts Nationaux de la Statistique.

1.2 - Facteurs explicatifs de l'évolution de l'inflation dans l'UEMOA en 2015

A l'instar des années précédentes, la composante « Alimentation » a imprimé la tendance de l'inflation en 2015. En effet, le renchérissement des produits alimentaires, avec une contribution de 0,8 point de pourcentage, a été la principale source de la hausse des prix en 2015. Par contre, la rubrique « Energie » a atténué la progression des prix, contribuant à hauteur de -0,2 point de pourcentage à l'inflation.

Tableau 2 : Principales contributions à l'évolution de l'inflation dans l'UEMOA (en point de pourcentage)

Fonctions	2012	2013	2014	2015
Produits alimentaires	0,9	0,4	-0,6	0,8
Autres biens	0,7	0,6	0,3	0,3
Energie	0,1	0,0	0,0	-0,2
Services	0,8	0,5	0,2	0,1
IHPC	2,5	1,5	-0,1	1,0

Sources : BCEAO et Instituts Nationaux de la Statistique.

Les facteurs explicatifs de l'inflation peuvent être classés en deux catégories : les déterminants internes et externes.

1.2.1 – Facteurs d'origine interne

- ***Hausse des prix alimentaires, induite par une insuffisance de l'offre de produits maraîchers, de la pêche et de tubercules***

Les prix des produits maraîchers ont connu une hausse sensible dans l'UEMOA en 2015. En particulier, les prix des légumineuses se sont accrus de 10,4%. Ce renchérissement résulte de la baisse de l'offre, essentiellement au second semestre 2015, en rapport avec l'incidence négative des fortes pluies sur la production et l'augmentation des exportations vers le Nigéria. Les perturbations des circuits de commercialisation, induites par les crises sécuritaires observées dans certaines régions, notamment du Niger, du Burkina et du Mali, ont également impacté l'offre sur les marchés de l'Union. Singulièrement, le prix du sac d'oignon (135 kg) produit au Niger, principal exportateur de cette denrée vers les autres pays de l'Union, est passé de 18.000 FCFA en avril 2015 à 60.000 FCFA en novembre 2015¹.

Pour les produits de la pêche, les plus fortes hausses des prix ont été enregistrées au Niger (+17,5%), au Togo (+7,3%) et au Sénégal (+4,2%), en rapport avec la baisse importante de l'offre, occasionnée par les fortes pluies.

¹ Données du Réseau National des Chambres d'Agriculture du Niger. Les statistiques sur la production ne sont pas disponibles.

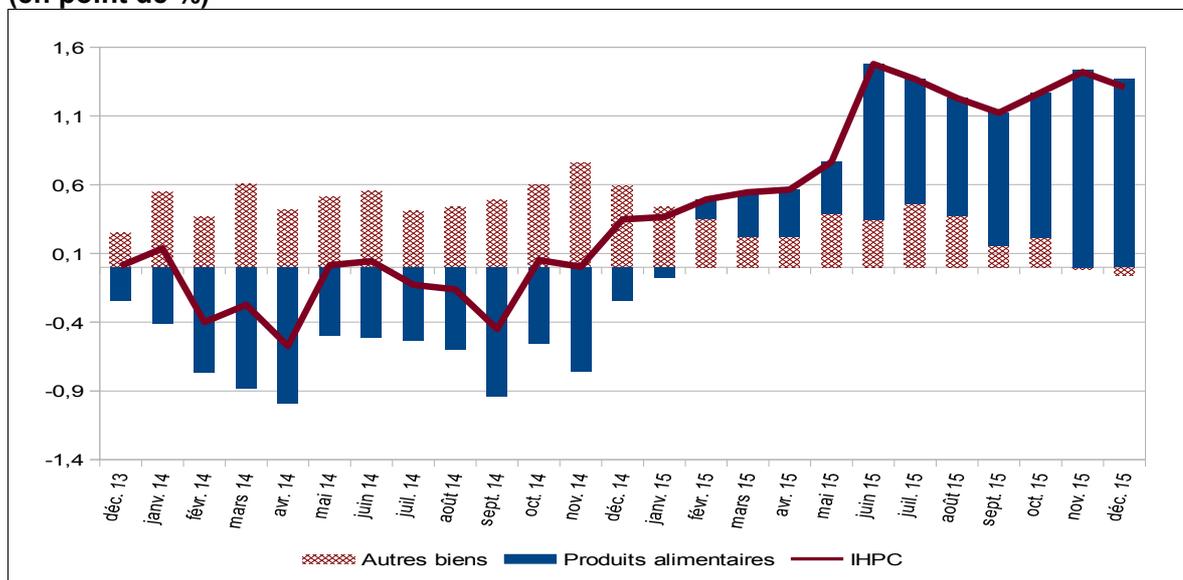
En ce qui concerne les tubercules et plantains, la progression des prix dans l'Union est ressortie à 11,1% en 2015. Les tensions les plus importantes ont été notées au Sénégal, où les prix ont augmenté de 29,0% en 2015. Ces tensions tirent leur origine dans la hausse des cours mondiaux de la pomme de terre (environ +60% pour la cotation en France), qui a contribué au renchérissement de ce produit dans la zone. Cet effet a été conjugué à la réduction des approvisionnements des marchés en ce produit, notamment au Sénégal, où un gel des importations de pomme de terre a été décidé de février à juin 2015².

➤ ***Hausse contenue des prix des céréales locales, en rapport avec la progression de la production céréalière dans l'Union***

La production céréalière de la campagne agricole 2014/2015 s'est accrue de 8,0% par rapport à celle de l'année précédente. L'analyse par pays montre que cette augmentation de l'offre a été observée dans tous les Etats membres de l'Union, à l'exception du Burkina et de la Guinée-Bissau dont les productions ont reculé respectivement de 7,7% et de 38,4%. De même, la production céréalière 2016/2015 a été globalement satisfaisante dans la zone et a progressé de 12,6% en rythme annuel. Toutefois, elle est ressortie en baisse de 3,0% au Togo et de 9,0% au Bénin.

Compte tenu de cette évolution favorable de la production, il a été noté une absence de tensions inflationnistes sur les céréales dans la plupart des pays, à l'exception du Bénin (+4,0%) et du Togo (+8,6%). Globalement, l'accroissement des prix des céréales dans l'Union a été limité à 1,6%.

Graphique 2 : Evolution de la contribution des produits alimentaires à l'inflation totale (en point de %)



Source : BCEAO.

2 Cette décision visait à faciliter l'écoulement de la production nationale de produits horticoles qui est passée de 55.000 tonnes en 2013/2014 à 85.000 tonnes en 2014/2015, soit environ 55% d'accroissement en 2015. Toutefois, cette production ne couvre pas la demande nationale.

➤ **Augmentation des loyers dans la plupart des pays**

Une augmentation des loyers a été observée dans tous les pays de l'Union, à l'exception du Burkina et du Sénégal où respectivement une stabilité et un repli ont été notés. Les plus importantes progressions de loyers ont été enregistrées au Niger (+10,7%) et en Guinée-Bissau (+6,8%). Cette évolution traduit une augmentation de la demande de logements dans les principales agglomérations des pays de l'Union, dans un contexte d'insuffisance de l'offre. En effet, dans les grandes villes de l'Union, le taux de croissance annuel de la population est estimé à plus de 4,0%, induisant une forte demande de logements. Les estimations disponibles laissent apparaître un déficit de logements en 2015 de 400.000 unités en Côte d'Ivoire (dont 200.000 pour la ville d'Abidjan).

Par ailleurs, il convient de souligner les tensions sur les coûts des matériaux de construction dans certains pays, en particulier la Côte d'Ivoire, en rapport avec l'exécution d'un vaste programme de construction de 60.000 logements sociaux. Dans ce pays, le déficit de l'offre de ciment, sur le premier trimestre de l'année 2015 a été évalué à environ 150.000 tonnes. Il avait induit un quasi-doublement du prix de la tonne de ciment, qui est passé de 90.000 FCFA à 160.000 FCFA, au cours de cette période.

1.2.2 – Les facteurs d'origine externe

Au plan international, les évolutions des cours du pétrole brut, des produits alimentaires et du dollar US ont été les principaux déterminants de l'inflation dans les pays de l'UEMOA.

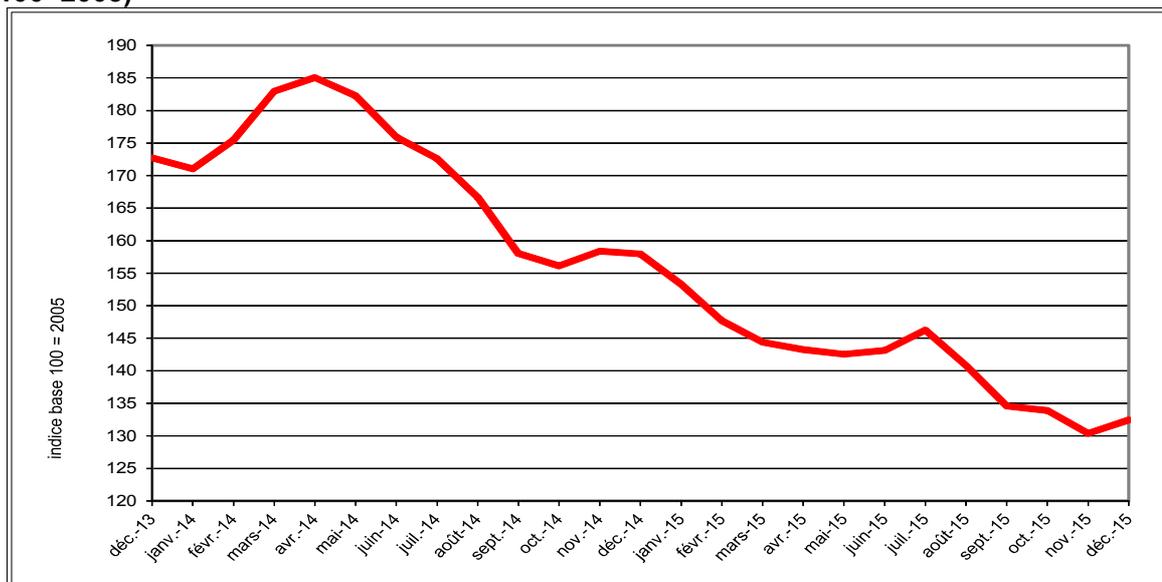
➤ **Baisse des cours mondiaux des produits alimentaires, globalement compensée par l'appréciation du dollar vis-à-vis du franc CFA**

La baisse des cours internationaux des produits alimentaires s'est poursuivie en 2015, dans le prolongement de la tendance observée depuis le deuxième trimestre 2014. Selon les statistiques publiées par le Fonds Monétaire International, le recul en rythme annuel de l'indice des cours des produits alimentaires s'est accéléré, passant de 4,2% en 2014 à 17,1% en 2015. L'analyse de l'évolution des prix des principaux produits importés dans l'Union indique que la baisse des cours a atteint 34,9% pour le blé, 22,7% pour le sucre, 17,3% pour l'huile de soja et 10,9% pour le riz.

Selon le Fonds mondial pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO), la baisse continue des prix alimentaires est liée à « l'abondance de l'offre, dans un contexte de demande hésitante à l'échelle mondiale et d'affermissement du dollar ». En effet, la production céréalière mondiale s'est accrue de 1,4% en 2014/2015, tirée notamment par une progression de 2,5% de l'offre de blé. Cette augmentation de la production, conjuguée aux perspectives d'accroissement de l'offre de blé sur les marchés mondiaux, à la suite de la suppression des taxes à l'exportation en Argentine³, détenteur de stocks importants de ce produit, explique la dégrèvement des prix.

³ Une taxe de 23% sur les exportations de blé avait été instaurée dans ce pays en 2008. La suppression de cette taxe par le nouveau Gouvernement libéral argentin, conjuguée à une dévaluation de la monnaie nationale le « peso » avait pour but d'augmenter la compétitivité des exportations agricoles de l'Argentine afin de débloquer les stocks de blé de ce pays, estimé à 10 millions de tonnes.

Graphique 3 : Evolution des cours mondiaux des produits alimentaires (indice base 100=2005)



Source : FMI

Quant au sucre et aux huiles, outre l'abondance de la production, les cours restent marqués par une atonie de la demande, en rapport notamment avec la réduction de la compétitivité de l'agrogazole, dans un contexte de chute des cours du pétrole brut.

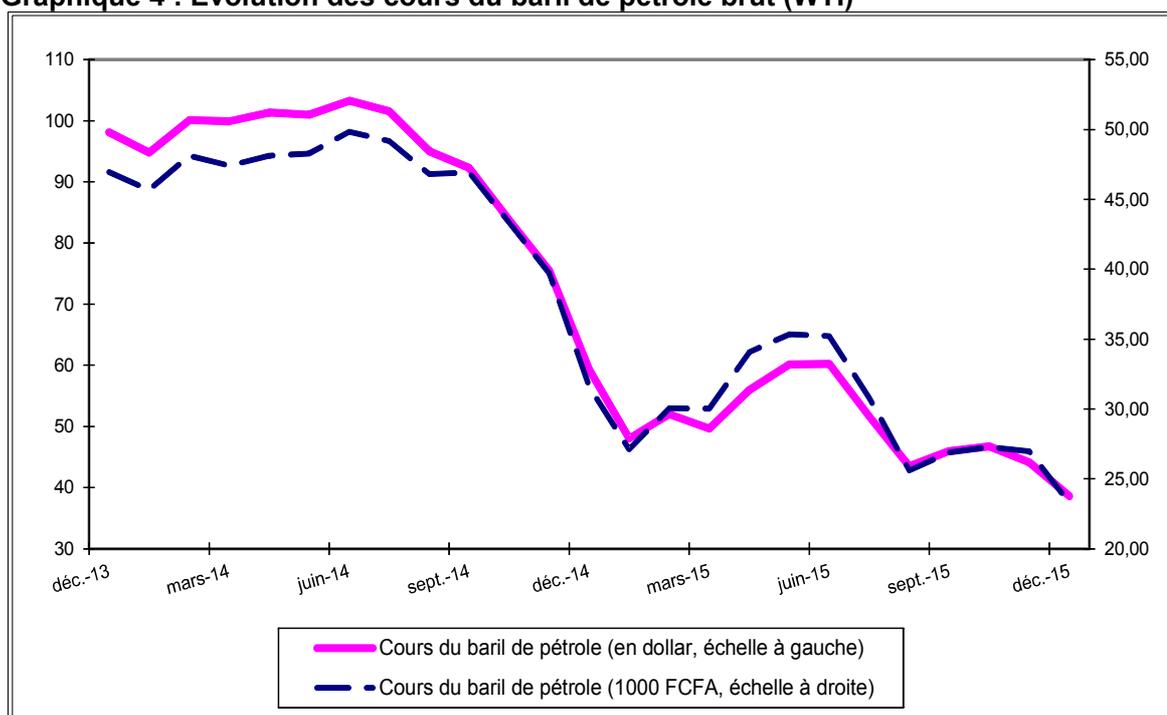
Les effets de la baisse des cours des produits susmentionnés ont été largement compensés par la hausse du cours du dollar vis-à-vis du franc CFA. En définitive, la diminution des cours mondiaux des produits alimentaires est ressortie faible. La baisse des cours mondiaux, exprimés en FCFA, des produits alimentaires a été limitée à 1,0%. Par produit, le repli des cours en FCFA est de 22,0% pour le blé, 7,6% pour le sucre et 1,0% pour l'huile de soja. En revanche, les cours en FCFA du riz ont augmenté de 6,6%.

En relation avec les évolutions relevées au niveau international, les prix domestiques des produits alimentaires sont restés globalement stables.

➤ **Repli des cours du pétrole brut**

En 2015, les cours du pétrole brut sur les marchés internationaux sont restés dans la dynamique baissière amorcée depuis le mois de juillet 2014. Les cours du pétrole brut (WTI) sont ainsi passés de 92,3 dollars US en 2014 à 49,7 dollars US en 2015, soit un repli de 46,2%. La baisse des cours du pétrole brut est liée à l'abondance de l'offre mondiale, en liaison avec la production additionnelle de pétrole de schiste aux Etats-Unis. Elle résulte également de l'atonie de la demande mondiale, en rapport notamment avec le ralentissement de la croissance dans les pays émergents (Chine, Brésil, etc.) et dans la Zone euro.

Graphique 4 : Evolution des cours du baril de pétrole brut (WTI)



Sources : BCEAO, Reuters.

En moyenne, sur l'ensemble de l'année 2015, les cours du baril de pétrole brut (WTI), exprimés en FCFA, sont ressortis en baisse de 35,3%. Cette baisse des cours mondiaux du pétrole brut n'a été que partiellement répercutée sur les prix à la pompe dans la plupart des pays de l'UEMOA (cf. encadré 1). Les prix moyens à la pompe de l'essence super et du gazole dans l'Union ont ainsi été réduits respectivement de 6,9% et 6,7% en 2015 par rapport aux réalisations de l'année précédente.

Encadré 1 : Analyse comparative de l'évolution des prix domestiques des carburants et des services de transport dans l'UEMOA pendant les cycles de hausse et ceux de baisse des cours du pétrole brut.

Le tableau ci-après présente l'incidence de l'évolution des cours mondiaux du pétrole sur les prix domestiques dans l'Union. Les années retenues pour l'analyse sont celles correspondant à des évolutions significatives à la baisse ou à la hausse des cours du pétrole brut, du même ordre de grandeur que celle relevée en 2015 (environ 35%).

A l'analyse, il ressort que la rigidité des prix domestiques des carburants est observée aussi bien lorsque les cours mondiaux sont dans une dynamique baissière que pendant les épisodes où ils sont en hausse. Il est toutefois relevé une ampleur relativement plus faible de la répercussion de la baisse des cours en 2015 sur les prix de l'essence (-6,9%) par rapport à la situation observée en 2009 (-12,6%), année également d'une forte détente des prix internationaux du pétrole brut. Ce résultat relevé pour l'ensemble de l'Union s'explique en partie par le fait que les prix à la pompe sont figés au Niger depuis le démarrage de la production nationale de carburant dans ce pays. En excluant le Niger, la baisse de prix de l'essence dans l'Union en 2015 serait d'environ 8,5%, proche des niveaux observés au cours des autres années retenues pour la présente analyse.

En revanche, il est noté que les hausses des prix des carburants sont directement répercutés sur les coûts des services de transport (années 2008 et 2010) alors que les baisses ne sont pas intégrées dans l'évolution de ces coûts.

Tableau : Incidence des cours mondiaux du pétrole sur les prix dans l'UEMOA

	Années de hausse des cours du pétrole brut		Années de baisse des cours du pétrole brut	
	2008	2010	2009	2015
Évolution des cours mondiaux du pétrole brut en FCFA (en %)	37,5	34,2	-36,6	-35,3
Évolution des prix à la pompe de l'essence super dans l'UEMOA (en %)	8,8	8,8	-12,6	-6,9
Impact de l'évolution des cours du pétrole sur l'inflation totale dans l'UEMOA (en point de %)	0,8	0,2	-0,3	-0,2
<i>Dont carburants</i>	<i>0,3</i>	<i>0,1</i>	<i>-0,3</i>	<i>-0,2</i>
<i>Services de transport</i>	<i>0,5</i>	<i>0,1</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>

Au total, il ressort de l'analyse que les rigidités des prix à la pompe sont observées à la fois au cours des épisodes de hausse et de baisse des cours mondiaux du pétrole. L'ampleur de la répercussion sur les prix à la pompe est globalement de même ampleur en situation d'augmentation ou de repli des cours du pétrole brut. Par contre, au cours des années retenues pour l'analyse, seules les augmentations des prix des carburants ont une incidence sur les coûts des services de transport.

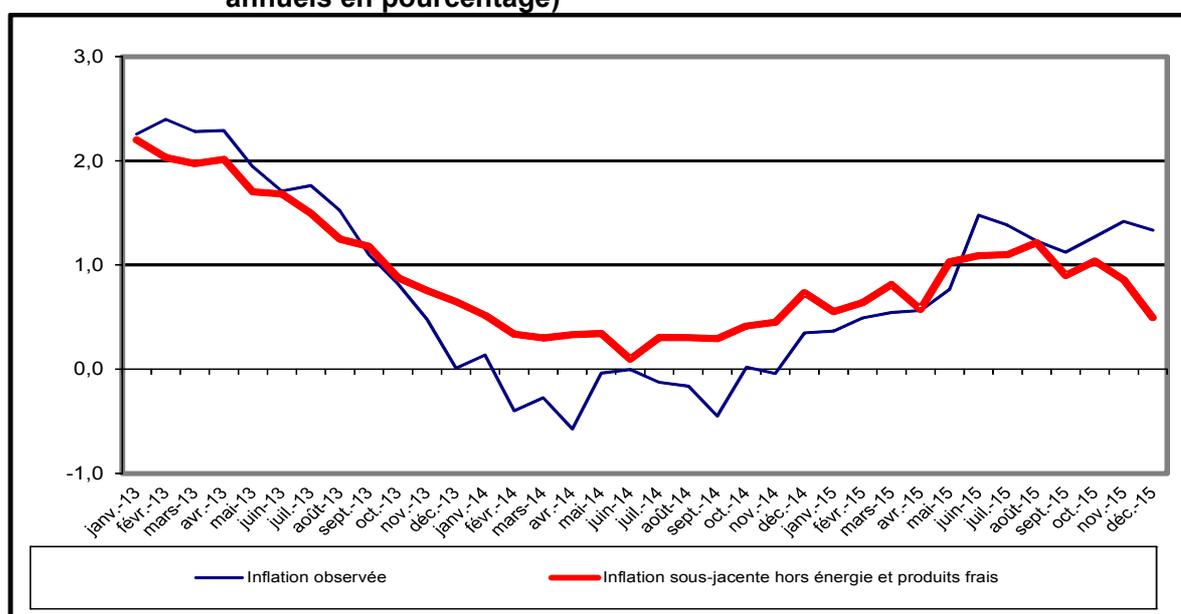
II. ANALYSE DE L'INFLATION SELON SES PRINCIPALES CARACTERISTIQUES

Les analyses ci-après portent sur l'évolution de l'inflation sous-jacente, des prix selon l'origine des produits (produits locaux et produits importés) et la nature des produits (biens ou services). Elles sont relatives également à la convergence de l'évolution du niveau général des prix dans les Etats membres de l'Union ainsi qu'au différentiel d'inflation entre la Zone UEMOA et ses principaux partenaires commerciaux.

2.1 – Evolution de l'inflation sous-jacente

L'inflation sous-jacente est définie au niveau communautaire comme l'évolution de l'IHPC hors produits frais et énergie⁴. Elle s'est établie en moyenne à 0,8% en 2015 contre 0,4% en 2014 (cf. Annexe 9). L'orientation haussière de l'inflation sous-jacente reflète essentiellement le renchérissement de 0,8% des services (services d'enseignement, de restauration, loyers, etc.).

Graphique 5 : Evolution de l'inflation globale et de l'inflation sous-jacente (glissements annuels en pourcentage)



Sources : Instituts Nationaux de la Statistique et BCEAO.

La progression de l'inflation sous-jacente a contribué à hauteur de 0,5 point de pourcentage, soit 50%, à l'évolution du niveau général des prix. Quant à la composante « produits frais », elle a également contribué pour 0,5 point pourcentage à l'inflation en moyenne en 2015, en rapport avec l'augmentation susmentionnée des prix des légumes. En revanche, la contribution de la rubrique « énergie » à l'inflation est ressortie nulle.

⁴ L'indice d'inflation sous-jacente adopté par l'UEMOA est obtenu par l'élimination du panier suivi dans le cadre de l'IHPC, des postes les plus volatils suivants : céréales non transformées, poissons et autres produits frais de la pêche, poissons et autres produits de la pêche séchés et fumés, conserves de poissons, fruits, légumes frais, pommes de terre, manioc, autres tubercules, bananes plantain, sel, épices, sauces et produits alimentaires non déclarés ailleurs, électricité, gaz, combustibles liquides (pétrole lampant), autres combustibles (bois de chauffe), carburants et lubrifiants.

Tableau 3 : Evolution de l'inflation sous-jacente dans les pays de l'UEMOA en 2014 et 2015

Pays	Pondération (en %)	Evolution (en %)		Contribution (en point de %)	
		2014	2015	2014	2015
Energie	7,5	-0,3	-0,3	0,0	0,0
Produits frais	16,4	-2,3	3,3	-0,4	0,5
Hors énergie et produits frais (Inflation sous-jacente)	76,1	0,4	0,8	0,3	0,5
Total	100	-0,1	1,0	-0,1	0,5

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique et BCEAO.

2.2 – Evolution de l'inflation selon l'origine géographique des produits

De l'examen de l'évolution des prix selon l'origine des produits, il ressort que l'inflation en 2015 résulte d'une hausse des prix des biens locaux (+1,5%), ceux des produits importés ayant reculé (-0,2%). Au niveau de la composante produits locaux de l'indice des prix à la consommation, la tendance haussière est liée au renchérissement des légumes et des services. Pour les produits importés, le repli global de leurs prix est imprimé par celui des carburants.

Tableau 4 : Evolution de l'inflation dans les pays de l'UEMOA selon l'origine géographique des produits (en pourcentage)

Pays	Locale		Importée		Total	
	2014	2015	2014	2015	2014	2015
Bénin	-0,8	1,1	-1,2	-1,2	-1,1	0,3
Burkina	-1,5	2,1	2,0	-0,8	-0,3	0,9
Côte d'Ivoire	1,1	1,2	-1,4	1,5	0,5	1,2
Guinée-Bissau	3,2	1,7	-5,5	0,9	-1,0	1,5
Mali	0,9	2,4	1,3	-0,2	0,9	1,4
Niger	-1,7	1,0	0,3	1,1	-0,9	1,0
Sénégal	-1,0	1,0	-1,2	-1,9	-1,1	0,1
Togo	-0,4	2,9	1,4	-0,5	0,2	1,8
UEMOA	-0,1	1,4	-0,3	-0,2	-0,1	1,0

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique et BCEAO.

Les produits locaux, qui représentent un peu plus de 2/3 du panier de la ménagère (72,6%) et les biens importés (pondération de 27,4%) ont contribué respectivement à hauteur de 1,1 point et -0,1 point de pourcentage à l'inflation globale en 2015 (cf. annexe 10 pour les contributions par pays).

2.3 – Evolution des prix des biens et des services

L'analyse selon la nature des produits indique que la hausse du niveau général des prix en 2015 résulte à la fois du renchérissement des biens (+1,2%) et des services (+0,8%), avec respectivement des contributions de 0,9 point et 0,1 point de pourcentage à l'inflation totale relevée au cours de l'année. Le Mali se distingue en la matière avec une baisse des prix des services de 0,3%, due au repli⁵ des tarifs de électricité en janvier 2015. Par contre, la hausse la plus importante des coûts des services a été relevée au Niger, en rapport avec l'augmentation des loyers induite par l'accroissement de la demande de logement locatif.

Tableau 5 : Evolution des prix des biens et des services dans les pays de l'UEMOA (en pourcentage)

Pays	Biens		Services		Total	
	2014	2015	2014	2015	2014	2015
Bénin	-1,5	0,1	-0,9	1,1	-1,1	0,3
Burkina	-0,4	1,0	0,3	0,9	-0,3	0,9
Côte d'Ivoire	-1,0	1,7	1,5	0,8	0,5	1,2
Guinée-Bissau	-5,4	1,5	0,3	1,5	-1,0	1,5
Mali	0,8	2,2	1,6	-0,3	0,9	1,4
Niger	-0,4	0,1	-1,9	2,3	-0,9	1,0
Sénégal	-1,1	0,0	-1,1	0,6	-1,1	0,1
Togo	-0,7	2,1	1,3	0,3	0,2	1,8
UEMOA	-1,0	1,2	0,5	0,8	-0,1	1,0

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique et BCEAO.

2.4 – Analyse de la convergence des niveaux d'inflation dans l'Union en 2015

Les résultats en matière de convergence des niveaux d'inflation dans les pays de l'UEMOA ont continué à s'améliorer en 2015. En effet, l'écart-type de la distribution des taux d'inflation est ressorti à 0,6 point de pourcentage en 2015, contre 0,8 point en 2014, 1,0 point en 2013 et 2,2 points en 2012. Il enregistre ainsi son meilleur niveau depuis la mise en place de l'indice harmonisé des prix à la consommation dans les pays de l'Union en 1997. Cette amélioration de la convergence est due notamment à la dissipation de chocs spécifiques, singulièrement d'ordre socio-politique, ayant induit par le passé des niveaux d'inflation relativement élevés dans certains pays.

Toutefois, le Bénin (+0,3%) et le Sénégal (+0,1%) se distinguent avec des taux d'inflation plus faibles, en rapport avec un repli plus marqué des prix des produits énergétiques dans ces

⁵ Les tarifs de l'électricité avaient progressé de l'ordre de 6,5% à partir de juin 2014. Ils ont été ramenés à leurs niveaux d'avant cette date, en janvier 2015.

deux Etats. En particulier, une baisse plus importante du prix gaz domestique a été notée dans ces deux pays (-9,5% au Bénin et -8,5% au Sénégal contre une quasi stabilité dans les autres pays). En outre, le Bénin a enregistré les plus importantes diminutions des prix des carburants (-18,0% pour le gazole à fin décembre 2015, contre une baisse moyenne de 6,7% dans les autres pays de l'Union). En sus du recul plus significatif des prix des produits énergétiques, au Sénégal, la hausse des prix a été limitée par le repli du coût du ciment, en rapport avec l'augmentation de l'offre, à la suite de l'installation d'une nouvelle cimenterie (usine du groupe Dangote). L'évolution du niveau général des prix en 2015 au Sénégal s'est également ressentie de l'incidence de la décision de baisse des prix des loyers prise par les autorités de ce pays en 2014.

2.5 – Ecart d'inflation par rapport aux principaux partenaires

Un ralentissement de l'inflation a été observé au niveau mondial en 2015, en rapport avec la chute des cours mondiaux des produits alimentaires et pétroliers ainsi que l'atonie de la demande, liée à une faible croissance de l'activité économique. Les estimations du FMI⁶ laissent apparaître que le taux d'inflation dans les pays développés est passé de 1,4% en 2014 à 0,3% en 2015. Le taux d'inflation dans l'ensemble des pays partenaires de l'UEMOA est également ressorti en baisse, se situant à 2,5% en 2015 contre 2,7% en 2014.

Tableau 6 : Taux d'inflation en moyenne annuelle dans les principaux pays partenaires de l'UEMOA (en pourcentage)

	2013	2014	2015
Zone euro	1,4	0,4	0,0
France	1,0	0,6	0,1
Etats-Unis	1,5	1,6	0,1
Japon	0,4	2,8	0,8
Ghana	11,7	15,5	17,1
Nigeria	8,5	8,0	9,0
Ensemble des partenaires	3,3	2,7	2,5
UEMOA	1,5	-0,1	1,0

Source : FMI, banques centrales.

Toutefois, une accélération de l'inflation a été enregistrée dans les principaux pays partenaires limitrophes de l'UEMOA, en l'occurrence le Ghana et le Nigeria. Des tensions inflationnistes ont été observées sur les prix des produits alimentaires dans ces deux pays.

Résultant des évolutions sus-retracées, l'UEMOA a enregistré en moyenne en 2015 un différentiel d'inflation favorable vis-à-vis de ses principaux partenaires commerciaux. Ce

⁶ Révision des perspectives économiques mondiales (WEO) de janvier 2014.

différentiel est ressorti à 1,5 point de pourcentage par rapport à l'ensemble des partenaires, atteignant même 16,1 points et 8,0 points respectivement à l'égard du Ghana et du Nigeria. En revanche, un différentiel d'inflation défavorable à l'Union de 1,0 point de pourcentage a été observé vis-à-vis de la Zone euro.

III. PERSPECTIVES D'EVOLUTION DE L'INFLATION

3.1 - Hypothèses

Les projections du niveau général des prix en 2016 et 2017 ont été effectuées sur la base des hypothèses relatives à l'environnement international et régional. Celles-ci prennent appui sur les principaux déterminants de l'inflation dans la Zone UEMOA, notamment l'évolution de la production céréalière ainsi que celle des cours internationaux des produits alimentaires, du pétrole brut et du dollar (cf. encadré 2).

Encadré 2 : Revue des relations économétriques entre l'inflation et ses principaux déterminants dans l'UEMOA

La Banque Centrale a réalisé en 2015, une étude sur les relations économétriques entre l'inflation et ses principaux déterminants dans l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). Les variables retenues sont : la masse monétaire (agrégat M2), l'inflation importée, les cours internationaux du pétrole, les cours mondiaux des produits alimentaires, le niveau de la production vivrière domestique, le taux de change effectif nominal et le déficit budgétaire. Le choix de ces variables a pris appui sur les résultats des recherches et publications effectuées sur le sujet, des considérations empiriques ainsi que les spécificités des économies de l'Union.

Les résultats obtenus à la suite des régressions économétriques effectuées pour évaluer la robustesse des liens entre l'inflation et ces variables montrent que le repli d'un (1) point de pourcentage de la production vivrière se traduit par une inflation supplémentaire à court terme (moins d'une année) dans l'Union de 0,09 point de pourcentage.

Il ressort, par ailleurs, que l'inflation dans l'UEMOA serait largement tributaire de l'évolution des prix au niveau mondial. Les conclusions des travaux réalisés indiquent qu'une hausse d'un (1) point de pourcentage de l'inflation à l'international induit une progression des prix dans l'UEMOA de 0,71 point de pourcentage à court terme et de 0,45 point de pourcentage sur le long terme (plus d'une année).

De façon spécifique, pour les facteurs extérieurs d'influence de l'inflation dans l'Union, il est ressorti qu'une progression d'un (1) point de pourcentage des cours du pétrole se traduit par une augmentation supplémentaire du niveau général des prix dans l'UEMOA de 0,03 point à court terme et de 0,10 point à long terme. De même, une hausse d'un (1) point de pourcentage des cours mondiaux des produits alimentaires induit une inflation supplémentaire dans l'UEMOA de 0,17 point de pourcentage à court terme et de 0,13 point de pourcentage à long terme. L'élasticité relativement plus importante de l'inflation dans la zone aux cours du pétrole à long terme est le reflet des décalages notés entre les évolutions des cours mondiaux du pétrole brut et les ajustements censés en découler dans les Etats membres de l'Union sur les prix des carburants à la pompe.

Quant à l'offre de monnaie, elle a un impact significatif sur l'inflation dans l'UEMOA. Selon les calculs effectués, une hausse de la liquidité globale d'un (1) point de pourcentage se traduit par une inflation supplémentaire de 0,09 point à court terme et de 0,34 point à long terme.

Le taux de change effectif nominal affecte également l'évolution du niveau général des prix dans l'Union. Les évaluations révèlent qu'une dépréciation d'un (1) point de pourcentage du franc CFA par rapport aux monnaies des partenaires de l'Union se traduit par un accroissement du niveau général des prix dans l'Union de 0,41 point de pourcentage à court terme et 0,44 point à long terme.

En revanche, les estimations montrent que l'incidence du déficit budgétaire sur l'inflation n'est pas significative dans l'UEMOA. A l'analyse, ce résultat refléterait la mise en œuvre des politiques d'ajustement par les Etats depuis le début des années 1980, qui s'est traduite par une maîtrise plus accrue des dépenses publiques.

Les résultats de la présente étude sont en phase avec ceux des travaux antérieurs sur les déterminants de l'inflation dans l'Union. Toutefois, ils mettent en exergue la réduction de l'influence de l'inflation importée sur l'évolution du niveau général des prix dans l'UEMOA. En effet, l'élasticité à court terme de l'inflation domestique à l'inflation importée est passée d'environ 1,0 point de pourcentage, obtenu pour les études réalisées au début des années 2000, à 0,7 point pour les estimations actuelles, en rapport notamment avec l'augmentation du poids des produits locaux dans le panier de la ménagère, singulièrement les dépenses en services (télécommunications).

3.1.1 – Environnement international

L'environnement économique international devrait être marqué par le ralentissement de la croissance en Chine, qui serait compensé par l'amélioration de l'activité dans certains pays émergents, notamment le Brésil et la Russie, ainsi qu'aux Etats-Unis et dans la zone euro. Selon les projections du FMI du mois de janvier 2016, le taux de croissance de l'activité mondiale passerait de 3,1% en 2015 à 3,4% en 2016 et 3,6% en 2017. En particulier, dans la zone euro, le taux de croissance du produit intérieur brut réel ressortirait à 1,7% en 2016 et 2017 contre 1,5% en 2015. Dans les pays émergents et ceux en développement, le taux de croissance du PIB qui était de 4,0% en 2015, se situerait à 4,3% en 2016 et 4,7% en 2017, en deçà des niveaux observés au cours de la dernière décennie, en raison de la chute des cours des matières premières.

Les hypothèses de projection tablent sur une baisse des cours mondiaux des produits pétroliers en 2016, suivie d'une remontée en 2017. Le cours moyen du pétrole brut (WTI) passerait de 49,7 dollars en 2015 à 43 dollars en 2016 et à 50 dollars en 2017⁷.

Compte tenu des incertitudes entourant l'évolution de l'activité économique mondiale, deux scénarios supplémentaires sont élaborés pour retracer les perspectives à moyen terme de l'inflation. Il s'agit d'un scénario pessimiste, correspondant à un cours moyen du baril de pétrole

⁷ Les données sur le marché à terme proviennent de Bloomberg.

(WTI) à 48 dollars en 2016 et 60 dollars en 2017⁸. Le scénario optimiste table sur un cours moyen du baril de pétrole à 38 dollars en 2016 et 40 dollars en 2017.

Sur le marché des changes, le cours moyen de l'euro se situerait à 1,09 dollar en 2016 et 2017⁹ contre 1,11 dollar en moyenne en 2015. En raison de la forte volatilité des cours de l'euro au cours de la période récente, deux scénarii ont également été retenus (voir tableau 7 ci-après).

Les hypothèses concernant l'inflation importée intègrent également la hausse du niveau général des prix au niveau mondial, qui devrait s'accélérer en 2016 et 2017. En particulier, le taux d'inflation dans la zone euro¹⁰ est projeté à 1,0% en 2016 et 1,6% en 2017, contre un taux nul en 2015. Il est également attendu une stabilité globale des prix des produits alimentaires importés par l'Union en 2016 et une hausse de 5,0% de ces prix en 2017. Le scénario pessimiste prévoit une augmentation, en rythme annuel, des cours mondiaux des produits alimentaires de 5,0% en 2016 et de 10,0% en 2017, tandis que le scénario optimiste suppose une baisse de ces cours de 5,0% en 2016 et une stabilité en 2017.

Tableau 7 : Principales hypothèses de projection de l'inflation dans l'UEMOA

	2015	2016			2017		
		Optimiste	Centrale	Pessimiste	Optimiste	Centrale	Pessimiste
Baril du pétrole (WTI, en dollar)	49,7	38	43	48	40	50	60
Taux de change euro/dollar	1,11	1,14	1,09	1,04	1,14	1,09	1,04
Inflation Zone euro (%)	0,0		1,0			1,6	
Cours des produits alimentaires (%)	-17,1	-5,0	0,0	5,0	0,0	5,0	10,0
Production céréalière de l'Union (%)	12,6	10,0	5,0	-10,0	10,0	5,0	-10,0

Sources : BLOOMBERG, BCE, BCEAO.

3.1.2 – Environnement interne

Au niveau interne, selon les estimations du Comité Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS), la production céréalière de la campagne agricole 2015/2016 dans l'UEMOA a progressé de 13,0% par rapport à celle de l'année précédente. L'offre céréalière serait en hausse dans la plupart des pays sauf au Bénin (-9,0%) et au Togo (-3,0%). Pour la campagne 2016/2017, une augmentation de 5,0% de la production a été projetée. Ainsi, la hausse des prix des céréales locales devraient être contenue en 2016 et en 2017.

⁸ Hypothèse arbitraire de plus ou moins 5 dollars pour l'année en cours et de plus ou moins 10 dollars pour 2017

⁹ Projections BCE de décembre 2015.

¹⁰ Prévisions de la BCE de décembre 2015.

Encadré 3 : Facteurs de risques entourant l'évolution de l'inflation au cours des prochaines années

Les risques pesant sur l'évolution de l'inflation en 2016 et 2017 sont globalement équilibrés. Au titre des risques baissiers, il peut être relevé un repli plus important que prévu des cours mondiaux des matières premières, notamment les produits alimentaires importés et les produits pétroliers, dans le prolongement de la tendance observée en 2015. La matérialisation de ce scénario, conjuguée aux bons résultats de la campagne agricole passée, induiraient un niveau d'inflation plus faible en 2016.

Quant aux risques haussiers, ils sont liés à la persistance des problèmes sécuritaires dans la sous-région. Cette situation pourrait perturber les circuits d'échange de céréales et alimenter les tensions inflationnistes.

3.2 – Perspectives en 2016 et 2017

Le taux d'inflation en moyenne pour l'ensemble de l'Union resterait modéré en 2016 et en 2017. Sur la base des estimations réalisées, il se situerait à 1,1% en 2016, proche du niveau de 2015, avant de s'accélérer pour atteindre 1,7% en 2017, en rapport avec le redressement attendu des cours des produits pétroliers et alimentaires.

Tableau 8 : Perspectives d'inflation dans les pays de l'UEMOA (variations moyennes annuelles en %)

	2015	2016			2017		
	réalisations	optimiste	central	pessimiste	optimiste	central	pessimiste
Bénin	0,3	-0,4	0,3	0,9	0,4	1,5	2,2
Burkina	0,9	0,1	0,8	1,4	1,0	2,1	2,8
Côte d'Ivoire	1,2	0,5	1,2	1,8	0,7	1,8	2,4
Guinée-Bissau	1,5	1,1	1,9	2,4	1,2	2,3	3,0
Mali	1,4	0,1	0,8	1,3	0,4	1,5	2,2
Niger	1,0	1,2	2,0	2,5	0,9	1,9	2,7
Sénégal	0,1	0,1	0,9	1,5	0,0	1,1	1,9
Togo	1,8	0,8	1,5	2,0	0,9	2,0	2,6
UEMOA	1,0	0,4	1,1	1,7	0,6	1,7	2,4

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique et BCEAO.

CONCLUSION

Après la baisse du niveau général des prix en 2014, le taux d'inflation est revenu en territoire positif en 2015. L'accélération de l'inflation a résulté essentiellement de l'insuffisance de l'offre de certaines denrées alimentaires (légumes, produits de la pêche, tubercules). Ce renchérissement de la composante « Alimentation » a été atténué par l'impact positif de la hausse de production céréalière dans l'Union. Par ailleurs, le repli des cours mondiaux du pétrole brut a eu un effet modérateur sur la hausse de l'inflation.

Les projections indiquent que le taux d'inflation dans l'Union en 2016 devrait rester proche du niveau de 2015, dans un contexte de faiblesse des cours mondiaux du pétrole, conjugué à une offre suffisante de produits vivriers à l'issue de la campagne agricole 2015/2016 dans l'UEMOA. Une légère accélération de l'inflation est attendue en 2017, sous l'effet du redressement projeté des cours internationaux des produits alimentaires et pétroliers. Au total, la hausse des prix en 2016 et 2017 se situerait dans la zone de confort pour la conduite de la politique monétaire.



ANNEXES

LISTES DES ANNEXES

Annexe 1 : Evolution de l'inflation en moyenne dans l'UEMOA

Annexe 2 : Variations des prix des céréales non transformées et des produits pétroliers dans l'UEMOA

Annexe 3 : Niveaux des indices harmonisés des prix à la consommation

Annexe 4 : Variations des indices harmonisés des prix à la consommation

Annexe 5 : Contributions des fonctions de consommation à l'inflation en moyenne en 2015

Annexe 6 : Evolution en moyenne annuelle des prix des fonctions de consommation en 2015

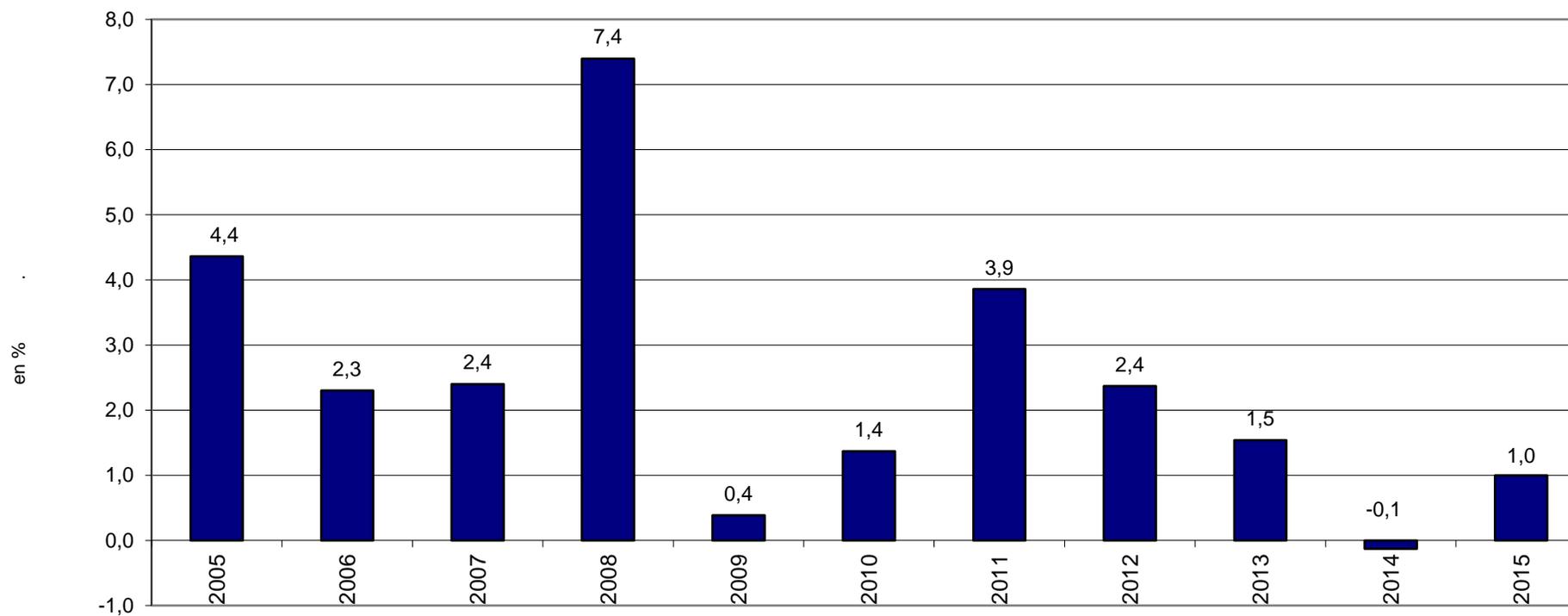
Annexe 7 : Contributions à l'évolution de l'inflation globale en 2015

Annexe 8 : Evolution des prix en moyenne en 2015

Annexe 9 : Inflation sous-jacente dans l'UEMOA

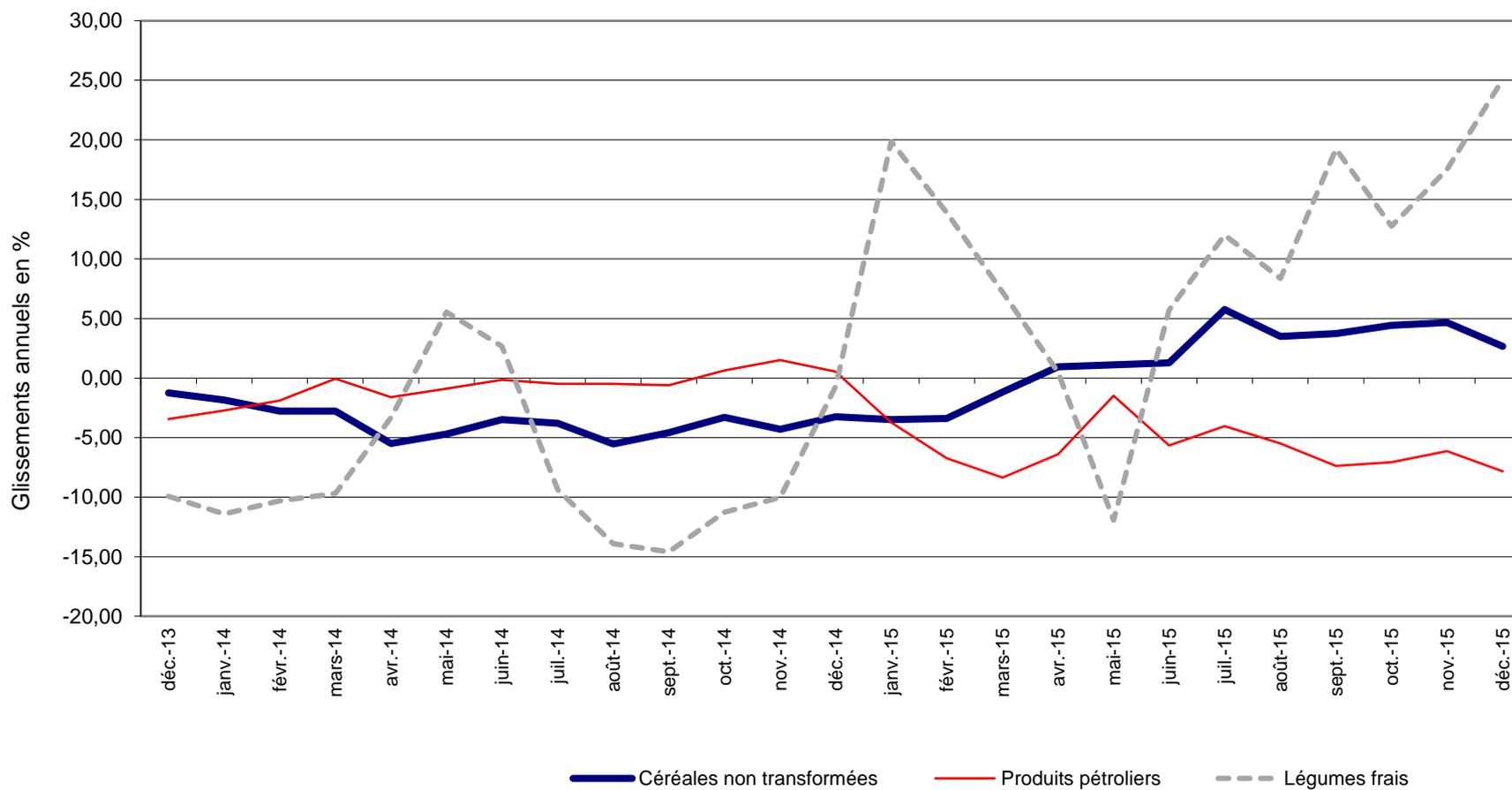
Annexe 10 : Contributions des différentes composantes à l'inflation en moyenne en 2015

Annexe 1 : Evolution de l'inflation en moyenne annuelle dans l'UEMOA



Sources : Instituts Nationaux de la Statistique.

Annexe 2 : Evolution des prix des céréales non transformées et des produits pétroliers dans l'UEMOA



Sources : Instituts Nationaux de la Statistique.

Annexe 3 : Niveaux des indices harmonisés des prix à la consommation (IHPC)

Base 100 =2008

Périodes	COTONOU			OUAGADOUGOU			ABIDJAN			BISSAU			BAMAKO		
	Indice Général	Alim.	H. Alim.												
Pondérations par fonction	100,0	31,5	68,5	100,0	36,9	63,1	100,0	24,8	75,3	100,0	38,4	61,6	100,0	45,4	54,6
Pondérations par pays en %	8,1	8,4	8,0	8,5	9,1	8,2	38,1	30,9	42,4	2,2	2,7	1,8	7,1	10,0	4,7
2009	100,4	102,4	99,5	100,9	103,5	99,3	100,5	102,5	99,9	97,2	97,6	97,0	102,4	103,8	101,2
2010	102,6	106,5	100,8	100,3	105,0	97,5	102,3	109,1	100,0	99,4	99,4	99,4	103,6	107,3	100,6
2011	105,4	112,6	102,1	103,0	111,4	98,1	107,3	120,5	102,9	104,4	106,7	103,0	106,7	112,7	101,6
2012	112,5	117,9	110,0	107,0	117,4	100,8	108,7	120,2	104,9	106,7	109,9	104,6	112,3	121,8	104,4
2013	113,6	120,9	110,2	107,5	117,0	102,0	111,5	122,5	107,9	107,4	110,7	105,3	111,7	117,8	106,6
2014	112,4	120,0	108,9	107,3	113,2	103,8	112,0	119,9	109,4	106,3	109,4	104,4	112,7	117,5	108,6
2015	112,7	120,5	109,1	108,3	116,0	103,7	113,4	122,4	110,4	107,9	112,8	104,8	114,3	121,1	108,6
2014 Janvier	113,4	124,3	108,4	106,4	113,5	102,2	111,5	119,8	108,8	106,3	105,7	106,7	111,8	116,9	107,6
Février	112,4	120,6	108,6	105,9	112,3	102,1	111,4	119,1	108,8	104,8	105,7	104,2	110,7	113,8	108,2
Mars	112,7	120,1	109,3	106,6	112,0	103,5	111,3	117,2	109,4	104,4	105,2	103,9	110,8	114,0	108,1
Avril	113,0	121,9	109,0	105,3	108,3	103,5	111,6	119,2	109,1	105,2	106,9	104,1	110,8	114,3	107,9
Mai	114,8	127,1	109,1	107,4	112,8	104,2	112,6	123,0	109,1	105,7	108,5	104,0	111,8	115,8	108,5
Juin	113,5	123,2	109,1	108,6	115,3	104,7	112,4	122,1	109,2	104,9	106,4	104,0	113,6	119,2	108,9
Juillet	112,6	122,3	108,1	108,6	115,3	104,7	112,8	123,9	109,1	107,0	111,7	104,1	114,3	121,3	108,6
Août	111,4	117,4	108,6	108,1	115,1	104,0	112,5	122,1	109,3	107,2	112,7	103,8	114,1	119,6	109,5
Septembre	111,0	115,6	108,9	108,1	114,8	104,2	111,4	117,8	109,3	108,2	113,7	104,8	113,6	118,5	109,5
Octobre	111,4	116,6	109,0	107,7	113,1	104,5	111,9	119,0	109,6	108,1	114,0	104,4	113,6	119,2	108,9
Novembre	110,9	114,5	109,2	107,5	113,7	103,8	112,2	117,6	110,5	107,5	112,2	104,6	113,5	119,3	108,7
Décembre	111,2	116,1	108,9	107,1	112,4	104,0	112,4	118,4	110,4	106,5	109,5	104,6	113,3	118,6	108,9
2015 Janvier	112,3	121,5	108,1	106,0	110,1	103,7	113,2	120,9	110,7	106,6	109,8	104,6	112,7	117,8	108,5
Février	111,2	118,3	107,9	106,5	111,0	103,9	112,8	120,5	110,3	105,4	107,1	104,3	111,4	116,4	107,2
Mars	112,2	121,9	107,7	105,9	110,1	103,4	113,3	121,1	110,7	105,3	106,7	104,4	111,7	115,7	108,4
Avril	110,8	116,5	108,1	106,7	112,1	103,6	113,2	122,3	110,2	105,6	108,4	103,9	112,5	117,1	108,6
Mai	115,2	121,4	112,4	107,3	113,3	103,8	113,9	125,2	110,2	106,1	109,4	104,0	112,9	118,4	108,2
Juin	115,0	127,5	109,3	110,6	120,7	104,8	114,4	126,2	110,5	107,1	112,1	104,0	115,3	123,6	108,4
Juillet	113,3	120,2	110,2	109,9	121,0	103,4	114,2	124,9	110,7	108,3	113,7	104,9	117,6	128,5	108,5
Août	111,5	116,5	109,2	109,3	118,8	103,8	113,9	123,3	110,8	110,0	117,4	105,4	117,3	128,0	108,4
Septembre	110,8	115,2	108,8	108,8	117,8	103,6	112,3	118,7	110,2	111,1	120,3	105,4	115,9	125,1	108,3
Octobre	112,6	120,3	109,1	109,7	119,4	104,1	112,5	119,1	110,3	110,2	117,4	105,7	115,9	122,6	110,3
Novembre	113,4	122,5	109,2	109,9	120,7	103,5	113,2	121,3	110,5	109,9	116,6	105,7	113,9	119,6	109,2
Décembre	113,7	124,0	109,0	108,5	117,3	103,4	114,0	125,2	110,3	109,1	114,6	105,7	114,4	120,6	109,2

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique et BCEAO.

Annexe 3 (suite de fin) : Niveaux des indices harmonisés des prix à la consommation (IHPC)

Base 100 =2008

Périodes	NIAMEY			DAKAR			LOME			UEMOA		
	Indice Général	Alim.	H. Alim.	Indice Général	Alim.	H. Alim.	Indice Général	Alim.	H. Alim.	Indice Général	Alim.	H. Alim.
Pondérations par fonction	100,0	39,8	60,2	100,0	32,9	67,1	100,0	28,7	71,3	100,0	31,0	69,0
Pondérations par pays en %	6,0	7,9	4,8	19,6	21,2	18,9	10,3	9,8	10,5	100,0	100,0	
2009	100,5	108,4	95,2	97,8	96,8	98,2	103,7	109,5	101,4	100,4	102,5	99,4
2010	101,4	110,7	95,3	99,0	100,6	98,1	105,2	109,1	103,6	101,8	106,4	99,7
2011	104,4	114,4	97,7	102,3	107,3	99,9	109,0	110,4	108,4	105,7	113,6	102,1
2012	104,9	118,1	96,1	103,8	110,0	100,7	111,8	114,3	110,8	108,2	116,7	104,3
2013	107,3	123,4	96,6	104,5	111,4	101,1	113,8	114,8	113,4	109,9	118,0	106,2
2014	106,3	121,8	96,0	103,4	109,3	100,5	114,0	109,8	115,7	109,7	115,7	107,0
2015	107,3	122,4	97,4	103,5	111,3	99,7	116,1	116,3	116,0	110,8	118,3	107,4
2014 Janvier	106,6	121,3	96,9	104,8	111,7	101,4	112,5	107,1	114,6	109,6	116,1	106,7
Février	104,5	117,6	95,8	103,4	109,7	100,3	113,7	109,0	115,7	109,1	114,6	106,5
Mars	103,5	115,4	95,6	102,9	107,8	100,5	113,9	109,7	115,6	109,0	113,5	107,0
Avril	103,8	116,0	95,7	102,2	105,9	100,4	115,0	112,9	115,8	109,0	113,9	106,8
Mai	105,8	120,7	95,9	101,3	103,4	100,2	115,2	113,8	115,8	109,7	116,1	106,9
Juin	106,8	123,3	95,9	101,3	103,6	100,2	115,1	113,7	115,6	109,8	116,2	107,0
Juillet	107,5	125,1	95,8	102,0	105,2	100,4	115,0	113,4	115,7	110,2	117,5	106,9
Août	107,3	124,6	95,9	103,9	110,7	100,5	113,7	109,0	115,6	110,1	117,1	107,0
Septembre	107,8	125,5	96,1	104,6	112,9	100,5	112,5	104,6	115,7	109,7	115,6	107,1
Octobre	107,5	124,7	96,1	105,4	115,3	100,6	113,7	107,6	116,1	110,2	116,7	107,3
Novembre	107,5	124,9	96,0	104,4	112,7	100,3	113,4	106,5	116,2	110,0	115,5	107,5
Décembre	106,6	122,6	96,0	104,3	112,9	100,1	114,6	110,8	116,1	110,1	115,9	107,4
2015 Janvier	106,1	119,5	97,2	102,3	107,7	99,7	115,6	114,5	116,0	110,0	115,8	107,4
Février	105,4	117,6	97,3	102,1	107,4	99,5	115,3	114,8	115,6	109,6	115,1	107,1
Mars	104,2	114,7	97,3	101,6	105,5	99,6	114,9	113,0	115,7	109,6	114,6	107,3
Avril	105,1	116,7	97,4	101,6	105,8	99,5	115,0	113,0	115,8	109,6	115,1	107,2
Mai	105,2	117,1	97,4	101,9	106,4	99,7	116,5	118,6	115,7	110,6	117,4	107,5
Juin	108,1	124,3	97,4	102,1	106,7	99,9	116,7	119,2	115,7	111,5	120,2	107,5
Juillet	108,9	126,3	97,4	103,3	110,6	99,7	117,0	118,4	116,5	111,7	120,6	107,7
Août	108,1	124,3	97,4	103,9	112,4	99,8	117,2	119,8	116,1	111,5	120,1	107,6
Septembre	109,2	126,9	97,5	105,4	116,8	99,8	116,2	116,2	116,2	111,0	119,0	107,3
Octobre	109,4	127,5	97,4	107,4	122,7	99,9	115,7	114,4	116,2	111,6	120,5	107,6
Novembre	109,5	127,6	97,5	106,0	118,8	99,7	116,2	116,1	116,2	111,6	120,5	107,5
Décembre	108,9	125,9	97,7	104,7	114,7	99,8	116,4	117,6	115,9	111,5	120,7	107,4

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique et BCEAO.

Annexe 4 : Variations des indices harmonisés des prix à la consommation (IHPC)

Périodes	COTONOU			OUAGADOUGOU			ABIDJAN			BISSAU			BAMAKO		
	Indice Général	Alim.	H. Alim.												
Pondérations par fonction	100,0	31,5	68,5	100,0	36,9	63,1	100,0	24,8	75,3	100,0	38,4	61,6	100,0	45,4	54,6
Pondérations par pays en %	8,1	8,4	8,0	8,5	9,1	8,2	38,1	30,9	42,4	2,2	2,7	1,8	7,1	10,0	4,7
Glissements annuels en 2014 (en%)															
Janvier	-0,5	2,8	-2,2	0,0	-1,2	0,9	0,1	-3,3	1,4	-0,5	-3,0	1,2	2,0	0,8	3,1
Février	-1,5	-0,3	-2,1	-0,8	-2,8	0,6	-0,2	-3,6	1,2	-2,1	-4,0	-0,9	0,7	-1,2	2,4
Mars	-1,0	-1,0	-1,1	-0,1	-3,1	1,9	0,0	-4,2	1,6	-2,5	-4,9	-0,9	0,7	-0,6	1,9
Avril	-1,7	-0,9	-2,0	-2,0	-7,2	1,5	-0,2	-4,2	1,3	-1,4	-1,7	-1,1	0,3	-1,0	1,5
Mai	-0,2	2,3	-1,5	-0,2	-4,8	3,0	0,9	-0,2	1,2	-1,3	-1,3	-1,3	0,2	-1,4	1,6
Juin	-0,2	1,5	-1,1	-0,4	-5,0	2,7	0,6	-1,3	1,3	-1,9	-2,8	-1,3	1,2	0,6	1,9
Juillet	-2,0	-2,2	-1,9	-0,9	-3,7	1,0	0,9	0,4	1,1	-0,5	0,6	-1,2	1,3	1,1	1,5
Août	-2,0	-2,6	-1,8	0,2	-1,7	1,5	0,8	-0,6	1,3	-1,1	-0,5	-1,5	0,6	-1,3	2,4
Septembre	-2,1	-2,9	-1,8	0,9	-2,3	3,2	0,0	-3,1	1,2	0,2	1,4	-0,6	0,5	-1,0	2,0
Octobre	-0,5	-0,9	-0,4	0,8	-2,5	2,9	0,6	-1,4	1,3	-0,5	0,4	-1,1	1,3	0,8	1,9
Novembre	-0,4	-2,1	0,5	-0,4	-2,5	1,0	1,0	-2,2	2,2	-0,6	-0,1	-0,9	0,7	-0,1	1,4
Décembre	-0,7	-3,4	0,6	-0,2	-2,0	1,1	0,9	-1,4	1,7	-0,1	0,8	-0,7	1,1	0,8	1,5
Glissements annuels en 2015 (en%)															
Janvier	-1,0	-2,3	-0,3	-0,3	-3,0	1,5	1,5	0,9	1,7	0,3	3,9	-1,9	0,8	0,8	0,8
Février	-1,0	-1,9	-0,6	0,6	-1,2	1,7	1,3	1,2	1,3	0,5	1,3	0,0	0,6	2,3	-1,0
Mars	-0,5	1,5	-1,5	-0,7	-1,7	-0,0	1,7	3,3	1,2	0,8	1,4	0,5	0,8	1,5	0,3
Avril	-2,0	-4,4	-0,8	1,4	3,5	0,1	1,4	2,6	1,0	0,4	1,4	-0,2	1,5	2,4	0,6
Mai	0,4	-4,5	2,9	-0,1	0,4	-0,4	1,2	1,7	1,0	0,4	0,8	0,0	0,9	2,2	-0,2
Juin	1,3	3,5	0,2	1,9	4,7	0,0	1,8	3,3	1,2	2,1	5,4	0,0	1,5	3,7	-0,5
Juillet	0,7	-1,7	1,9	1,2	4,9	-1,2	1,2	0,8	1,4	1,2	1,8	0,8	2,8	5,9	-0,1
Août	0,1	-0,8	0,6	1,1	3,2	-0,2	1,2	1,0	1,3	2,6	4,2	1,5	2,8	7,0	-1,0
Septembre	-0,2	-0,3	-0,1	0,7	2,6	-0,6	0,8	0,7	0,8	2,7	5,8	0,6	2,0	5,6	-1,2
Octobre	1,1	3,2	0,0	1,9	5,6	-0,4	0,5	0,1	0,6	1,9	3,0	1,2	2,0	2,9	1,3
Novembre	2,3	7,0	0,0	2,2	6,1	-0,3	0,8	3,2	-0,0	2,2	3,9	1,1	0,4	0,3	0,4
Décembre	2,3	6,8	0,1	1,3	4,4	-0,6	1,4	5,8	-0,1	2,4	4,7	1,0	1,0	1,7	0,3
Moyenne annuelle															
Année 2009	0,4	2,4	-0,5	0,9	3,5	-0,7	0,5	2,5	-0,1	-2,8	-2,4	-3,0	2,4	3,8	1,2
Année 2010	2,1	4,0	1,3	-0,6	1,5	-1,9	1,7	6,5	0,2	2,2	1,9	2,5	1,2	3,4	-0,6
Année 2011	2,7	5,7	1,3	2,8	6,1	0,7	4,9	10,5	2,9	5,1	7,3	3,6	3,0	5,1	1,0
Année 2012	6,7	4,7	7,8	3,8	5,4	2,8	1,3	-0,3	1,9	2,1	3,0	1,6	5,3	8,0	2,8
Année 2013	1,0	2,6	0,2	0,5	-0,4	1,1	2,6	1,9	2,8	0,7	0,7	0,7	-0,6	-3,3	2,0
Année 2014	-1,1	-0,8	-1,2	-0,2	-3,2	1,8	0,5	-2,1	1,4	-1,0	-1,2	-0,9	0,9	-0,2	1,9
Année 2015	0,3	0,4	0,2	0,9	2,5	-0,0	1,2	2,0	1,0	1,5	3,1	0,4	1,4	3,0	-0,0

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique et BCEAO.

Annexe 4 (suite et fin) : Variations des indices harmonisés des prix à la consommation (IHPC)

Périodes	NIAMEY			DAKAR			LOME			UEMOA		
	Indice Général	Alim.	H. Alim.	Indice Général	Alim.	H. Alim.	Indice Général	Alim.	H. Alim.	Indice Général	Alim.	H. Alim.
Pondérations par fonction	100,0	39,8	60,2	100,0	32,9	67,1	100,0	28,7	71,3	100,0	31,0	69,0
Pondérations par pays en %	6,0	7,9	4,8	19,6	21,2	18,9	10,3	9,8	10,5	100,0	100,0	
Glissements annuels en 2014 (en%)												
Janvier	1,6	2,4	0,9	0,7	1,8	0,1	-2,0	-9,5	1,1	0,1	-1,3	0,9
Février	0,1	0,4	-0,1	-0,5	0,3	-0,9	-0,6	-7,1	2,1	-0,4	-2,3	0,5
Mars	-0,5	-0,6	-0,3	-0,5	-0,0	-0,7	-0,7	-6,5	1,7	-0,3	-2,6	0,9
Avril	-0,8	-1,6	-0,2	-1,0	-1,4	-0,8	0,6	-3,7	2,4	-0,6	-3,0	0,6
Mai	-0,7	-0,9	-0,6	-1,7	-3,3	-0,9	0,4	-4,5	2,4	-0,0	-1,6	0,7
Juin	-1,3	-2,1	-0,7	-1,1	-1,9	-0,7	0,4	-3,5	2,1	-0,0	-1,6	0,8
Juillet	-2,8	-3,9	-1,8	-1,4	-3,1	-0,5	1,0	-2,1	2,3	-0,1	-1,4	0,5
Août	-2,7	-3,9	-1,7	-1,2	-2,6	-0,4	0,4	-3,5	1,9	-0,2	-1,9	0,7
Septembre	-1,7	-2,0	-1,4	-1,3	-2,7	-0,5	-0,6	-7,6	2,2	-0,4	-2,9	0,8
Octobre	-1,1	-1,7	-0,6	-1,9	-4,0	-0,7	1,1	-1,6	2,1	0,0	-1,8	0,9
Novembre	-0,5	-0,3	-0,6	-2,3	-4,7	-0,9	0,5	-3,5	2,1	-0,0	-2,4	1,2
Décembre	-0,6	-0,4	-0,7	-0,8	-0,2	-1,2	1,8	1,4	2,0	0,3	-0,8	0,9
Glissements annuels en 2015 (en%)												
Janvier	-0,5	-1,5	0,3	-2,4	-3,6	-1,7	2,8	6,9	1,3	0,4	-0,2	0,7
Février	0,8	0,0	1,5	-1,2	-2,1	-0,7	1,4	5,3	-0,1	0,5	0,4	0,5
Mars	0,7	-0,6	1,7	-1,3	-2,2	-0,9	0,9	3,0	0,0	0,5	1,0	0,3
Avril	1,3	0,6	1,8	-0,6	-0,1	-0,9	-0,0	0,1	-0,1	0,6	1,1	0,3
Mai	-0,5	-3,0	1,5	0,6	2,9	-0,5	1,1	4,2	-0,1	0,8	1,1	0,6
Juin	1,2	0,8	1,6	0,8	3,0	-0,3	1,4	4,8	0,1	1,5	3,4	0,5
Juillet	1,3	1,0	1,7	1,3	5,1	-0,7	1,7	4,4	0,7	1,4	2,7	0,7
Août	0,7	-0,2	1,5	0,1	1,5	-0,7	3,1	9,8	0,5	1,2	2,6	0,6
Septembre	1,3	1,1	1,5	0,8	3,5	-0,7	3,3	11,1	0,4	1,1	3,0	0,2
Octobre	1,8	2,2	1,4	1,9	6,4	-0,7	1,8	6,3	0,0	1,3	3,3	0,3
Novembre	1,9	2,2	1,6	1,5	5,4	-0,6	2,5	9,1	0,0	1,4	4,4	-0,0
Décembre	2,2	2,7	1,7	0,4	1,6	-0,3	1,6	6,2	-0,1	1,3	4,2	-0,1
Moyenne annuelle												
Année 2009	0,5	8,4	-4,8	-2,2	-3,2	-1,8	3,7	9,5	1,4	0,4	2,5	-0,6
Année 2010	0,9	2,1	0,1	1,2	4,0	-0,1	1,5	-0,4	2,2	1,4	3,8	0,2
Année 2011	2,9	3,4	2,6	3,4	6,7	1,8	3,6	1,2	4,6	3,9	6,8	2,5
Année 2012	0,5	3,2	-1,7	1,4	2,5	0,9	2,6	3,6	2,3	2,4	2,7	2,2
Année 2013	2,3	4,4	0,5	0,7	1,3	0,4	1,8	0,4	2,3	1,5	1,1	1,7
Année 2014	-0,9	-1,3	-0,6	-1,1	-1,9	-0,7	0,2	-4,4	2,0	-0,1	-2,0	0,8
Année 2015	1,0	0,5	1,5	0,1	1,8	-0,7	1,8	5,9	0,2	1,0	2,2	0,4

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique et BCEAO.

Annexe 5 : Contributions des fonctions de consommation à l'inflation en moyenne en 2015

(en points de pourcentage)

Fonctions	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Union
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	0,2	1,0	0,5	1,2	1,4	0,2	0,6	1,6	0,8
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	0,0	-0,0	0,0	-0,0	0,1	0,0	-0,0	0,0	0,0
Habillement	0,1	0,0	0,3	-0,3	0,0	0,1	0,0	0,1	0,1
Logement	-0,0	0,3	0,2	0,4	0,2	0,2	-0,4	0,2	0,1
Ameublement	0,0	-0,0	0,1	-0,0	0,0	0,1	-0,0	0,0	0,0
Santé	-0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
Transport	-0,2	-0,3	-0,0	0,7	-0,2	0,0	-0,2	-0,4	-0,1
Communication	-0,1	-0,0	0,0	-0,5	-0,1	-0,1	-0,0	-0,0	-0,03
Loisirs et culture	0,0	0,0	0,0	-0,0	-0,0	0,0	0,1	-0,0	0,0
Enseignement	0,0	0,1	-0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
Restaurants et Hôtels	0,2	-0,1	0,1	-0,1	0,0	0,3	-0,0	0,2	0,1
Autres biens	0,1	0,0	0,0	0,1	-0,0	0,0	-0,0	0,1	0,0
Ensemble	0,3	0,9	1,2	1,5	1,4	1,0	0,1	1,8	1,0
Composantes hors alimentation	0,0	-0,0	0,7	0,2	-0,0	0,8	-0,5	0,2	0,2
Composantes hors transport	0,5	1,2	1,3	0,8	1,7	1,0	0,3	2,1	1,1
Composantes hors alimentation et transport	0,2	0,3	0,7	-0,4	0,2	0,8	-0,3	0,5	0,3

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique et BCEAO.

Annexe 6 : Evolution en moyenne annuelle des prix des fonctions de consommation en 2015

(en pourcentage)

Fonctions	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Union
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	0,4	2,5	2,0	3,1	3,0	0,5	1,8	5,9	2,2
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	2,4	-1,8	1,4	-1,3	6,5	0,8	-0,5	0,9	1,0
Habillement	1,2	0,0	2,6	-2,7	0,3	1,4	0,1	1,0	1,4
Logement	-0,1	2,6	1,5	5,7	1,7	2,4	-2,7	1,2	0,6
Ameublement	0,6	-0,6	1,9	-0,2	0,5	1,8	-0,1	0,7	0,9
Santé	-0,3	0,1	1,2	-4,4	1,8	2,6	0,3	1,0	0,8
Transport	-1,2	-2,0	-0,4	3,8	-1,9	0,0	-2,1	-2,7	-1,1
Communication	-1,4	-0,2	0,1	-8,0	-1,7	-3,8	-0,1	-0,1	-0,6
Loisirs et culture	0,2	0,5	1,7	-3,5	-0,6	1,3	1,9	-0,5	1,3
Enseignement	0,5	2,8	-0,3	3,7	0,1	3,2	0,5	1,5	0,5
Restaurants et Hôtels	1,5	-0,7	0,6	-1,8	0,2	4,5	-0,1	0,9	0,7
Autres biens	1,6	0,1	0,9	1,6	-0,1	0,4	-1,1	1,1	0,6
Ensemble	0,3	0,9	1,2	1,5	1,4	1,0	0,1	1,8	1,0
Composantes hors alimentation	0,2	-0,1	1,0	0,4	0,0	1,5	-0,8	0,2	0,4
Composantes hors transport	0,5	1,4	1,5	1,0	1,9	1,1	0,3	2,5	1,3
Composantes hors alimentation et transport	0,6	0,5	1,2	-1,0	0,6	1,9	-0,6	0,9	0,7

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique et BCEAO.

Annexe 7 : Contributions à l'évolution de l'inflation globale en 2015

(en points de pourcentage)

	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Produits alimentaires	0,2	1,0	0,5	1,2	1,4	0,2	0,6	1,6	0,8
<i>Céréales non transformées</i>	0,2	0,3	0,1	-0,1	0,3	-0,5	0,0	0,4	0,1
<i>Bœuf</i>	0,0	0,0	0,1	0,3	0,1	0,8	0,1	0,0	0,1
<i>Produit de la pêche</i>	0,1	0,0	0,0	0,2	0,1	0,3	0,2	0,4	0,1
<i>Légumes</i>	0,3	0,6	0,2	0,2	0,5	0,6	0,1	0,4	0,3
<i>Tubercules</i>	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1
<i>Pain</i>	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	-0,1	-0,2	0,0	0,0
<i>Lait</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Huile</i>	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,5	0,0	0,0	-0,1
<i>Sel, épices et produits alimentaires n.d.a</i>	0,0	0,1	0,1	0,4	0,1	0,5	0,2	0,2	0,0
Tissus et Vêtements	0,0	0,0	0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
Logement	0,0	0,3	0,2	0,4	0,2	0,2	-0,4	0,2	0,1
<i>Loyer</i>	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,3	-0,1	0,1	0,1
<i>Ciment</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0
<i>Eau</i>	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
<i>Electricité</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0
<i>Autres combustibles</i>	0,0	0,3	0,2	0,1	0,2	0,0	0,0	0,0	0,1
<i>Gaz</i>	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,3	0,0	-0,1
Produits pétroliers et services de transport	0,0	-0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	-0,1	-0,1
<i>Produits pétroliers</i>	-0,2	-0,1	-0,2	-0,1	-0,1	0,0	-0,2	-0,2	-0,2
<i>services de transport</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Communication	-0,1	0,0	0,0	-0,5	-0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0
Restauration	0,2	-0,1	0,1	-0,1	0,0	0,3	0,0	0,2	0,1
Enseignement	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres facteurs	-0,1	-0,2	0,4	0,3	-0,1	0,4	-0,1	-0,2	0,2
Total (en %)	0,3	0,9	1,2	1,5	1,4	1,0	0,1	1,8	1,0

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique et BCEAO.

Annexe 8 : Evolutions des prix en moyenne en 2015

(en pourcentage)

	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée- Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Produits alimentaires	0,4	2,5	2,0	3,1	3,0	0,5	1,8	5,9	2,2
<i>Céréales non transformées</i>	4,0	1,7	2,0	-0,9	3,0	-3,6	-0,7	8,6	1,6
<i>Bœuf</i>	0,5	2,0	2,4	10,8	0,9	16,7	3,4	0,3	3,6
<i>Produit de la pêche</i>	1,2	-0,2	0,3	2,5	-1,2	17,5	4,2	7,3	2,1
<i>Légumes</i>	8,3	21,0	11,5	12,3	9,6	6,5	5,0	11,0	10,4
<i>Tubercules</i>	0,0	6,8	11,4	10,3	7,1	11,8	29,0	7,7	11,1
<i>Pain</i>	0,7	0,4	12,6	6,3	0,0	-20,9	-6,1	-3,0	0,1
<i>Lait</i>	0,2	-0,1	4,8	1,7	1,2	1,1	-0,7	2,1	1,4
<i>Huile</i>	-5,4	-4,9	-4,4	-2,3	-4,7	-14,5	-0,3	0,2	-3,8
<i>Sel, épices et produits alimentaires n.d.a</i>	0,0	5,1	6,2	14,6	4,8	10,9	9,9	10,6	7,6
Tissus et Vêtements	0,6	0,0	0,7	2,8	0,9	-2,9	0,1	1,2	0,3
Logement	-0,1	2,6	1,5	5,7	1,7	2,4	-2,7	1,2	0,6
<i>Loyer</i>	1,1	0,0	1,9	6,8	1,2	10,7	-1,9	2,2	1,5
<i>Ciment</i>	-2,8	0,2	1,8	-1,4	2,5	5,3	-3,1	0,7	-0,7
<i>Eau</i>	0,0	2,3	0,1	46,3	0,0	-0,4	4,2	0,0	1,4
<i>Electricité</i>	0,0	0,0	0,9	0,0	-2,6	-3,9	0,0	0,0	-0,1
<i>Autres combustibles</i>	1,9	13,0	16,8	6,0	10,8	-0,3	0,0	3,5	9,2
<i>Gaz</i>	-9,5	0,0	0,0	2,5	-0,4	-7,2	-11,5	0,6	-6,0
Produits pétroliers et services de transport	-1,0	-4,1	-0,5	5,1	-1,8	-0,1	-0,6	-3,0	-1,8
<i>Produits pétroliers</i>	-4,8	-4,8	-2,5	-4,9	-2,5	-0,1	-3,5	-5,9	-5,9
<i>services de transport</i>	3,5	1,1	-0,2	7,1	-0,2	-0,2	0,4	-1,0	0,4
Communication	-1,4	-0,2	0,1	-8,0	-1,7	-3,8	-0,1	-0,1	-0,6
Enseignement	0,0	7,7	0,2	27,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7
Restauration	1,5	-0,8	0,5	-1,9	0,2	4,7	-0,1	1,0	0,6
Ensemble de l'IHPC	0,3	0,9	1,2	1,5	1,4	1,0	0,1	1,8	1,0

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique et BCEAO.

Annexe 9 : Inflation sous-jacente dans l'UEMOA - Indicateurs à exclusion de facteurs spéciaux (hors produits frais et énergie)

glissements annuels en pourcentage

	Inflation sous-jacente								
	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
janv-14	-1,3	0,0	0,9	-0,2	1,9	1,3	0,3	0,2	0,5
févr-14	-0,9	-0,4	0,9	-1,5	2,3	0,4	-0,9	0,8	0,3
mars-14	-1,5	1,6	0,5	-2,3	2,3	0,2	-0,5	0,7	0,3
avr-14	-1,5	0,9	0,8	-1,4	1,6	-0,3	-0,8	1,1	0,3
mai-14	-1,1	0,8	1,0	-0,8	1,5	-0,4	-0,9	0,7	0,4
juin-14	-1,3	0,8	0,4	-2,2	1,7	-0,2	-0,9	0,7	0,1
juil-14	-2,0	1,0	1,0	-2,5	1,3	-2,9	-0,1	1,0	0,3
août-14	-1,6	1,0	0,9	-2,9	2,2	-2,9	-0,4	1,0	0,3
sept-14	-1,8	1,1	0,7	-2,3	2,2	-1,2	-0,3	0,9	0,3
oct-14	-0,8	2,0	0,7	-2,5	2,2	-1,1	-0,5	0,7	0,4
nov-14	-0,8	1,6	1,0	-2,7	1,4	-0,9	-0,6	0,8	0,4
déc-14	-0,5	1,3	1,4	-2,6	2,1	-0,7	-0,4	1,0	0,7
janv-15	-0,1	0,3	1,4	-2,3	1,1	0,4	-1,0	0,9	0,6
févr-15	-0,8	1,2	1,3	-0,7	0,1	1,7	-0,1	0,3	0,6
mars-15	-0,6	-0,9	2,0	-0,2	0,4	1,7	-0,2	0,3	0,8
avr-15	-0,6	0,3	1,0	-0,7	1,5	1,9	-0,2	0,4	0,6
mai-15	0,5	1,0	1,5	-1,1	0,8	1,7	0,1	0,6	0,9
juin-15	0,1	1,1	1,6	0,8	0,5	1,6	0,4	0,8	1,0
juil-15	0,6	1,0	1,2	2,4	2,7	1,3	0,1	1,1	1,1
août-15	0,7	1,0	1,6	2,6	1,9	0,7	0,2	0,9	1,2
sept-15	0,8	0,3	1,0	2,3	1,0	1,3	0,3	1,1	0,8
oct-15	0,6	0,6	1,5	2,4	0,3	1,8	0,3	0,7	1,0
nov-15	0,7	0,9	1,1	2,6	-0,9	1,9	0,2	0,8	0,8
déc-15	0,6	0,5	0,4	2,6	-1,2	2,2	0,7	0,4	0,5
Moyenne									
2010	0,5	-1,1	0,4	2,9	1,5	-2,8	-0,6	1,5	0,2
2011	1,7	1,6	4,1	5,0	2,8	2,4	1,8	3,4	3,1
2012	6,7	2,9	2,1	1,4	3,4	0,3	1,2	1,8	2,3
2013	0,5	0,9	2,4	0,1	0,8	2,7	0,6	0,9	1,5
2014	-1,3	1,0	0,9	-2,0	1,9	-0,7	-0,5	0,8	0,4
2015	0,2	0,6	1,3	0,9	0,7	1,5	0,1	0,7	0,8

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique et BCEAO.

Annexe 10 : Contributions des différentes composantes à l'inflation en moyenne en 2015 (en points de pourcentage)

		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Nomenclature d'inflation sous-jacente	Produits frais	0,5	0,8	0,2	0,9	1,3	-0,1	0,6	1,3	0,5
	Energie	-0,4	-0,1	-0,1	-0,1	0,0	0,1	-0,5	-0,2	0,0
	Hors énergie et produits frais	0,3	0,4	1,1	0,7	0,4	1,0	0,0	0,5	0,5
Origine géographique des produits	Local	0,7	1,3	1,0	1,1	1,6	0,5	0,7	1,9	1,1
	Importé	-0,4	-0,3	0,2	0,4	-0,1	0,5	-0,6	-0,2	-0,1
Biens ou services	Biens	-0,1	0,6	0,8	0,8	1,5	0,3	-0,1	1,7	0,9
	Services	0,4	0,3	0,4	0,7	-0,1	0,7	0,2	0,1	0,1
	Taux d'inflation global	0,3	0,9	1,2	1,5	1,4	1,0	0,1	1,8	1,0

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique et BCEAO.



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int